

Brochure n° 3193 | Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : **1596** | **OUVRIERS**
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)

Avenant du 9 octobre 2020

relatif aux indemnités de petits déplacements au 1^{er} décembre 2020
(Centre-Val de Loire)

NOR : ASET2050937M

IDCC : 1596

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

FFB Centre-Val de Loire ;

CAPEB Centre-Val de Loire,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

FO Centre ;

URC CGT Centre ;

UR UNSA Centre-Val de Loire ;

UR bois CFDT Centre,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application de l'articles 1.3 de la convention collective du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (occupant jusqu'à 10 salariés).

Les organisations professionnelles représentatives des employeurs et des salariés se sont réunies et ont déterminé les indemnités relatives aux petits déplacements des ouvriers du bâtiment en région centre-Val de Loire, à compter du 1^{er} décembre 2020.

Article 2

L'indemnité de repas est fixée à 9,78 €.

Article 3

Zone	Indemnités de transport
Zone 1A (0 à 3 Km)	0,00 €
Zone 1B (3 à 10 Km)	3,56 €
Zone 2 (10 à 20 Km)	7,49 €
Zone 3 (20 à 30 Km)	11,07 €
Zone 4 (30 à 40 Km)	15,33 €
Zone 5 (40 à 50 Km)	19,62 €

Article 4

Zone	Indemnités de trajet
Zone 1A (0 à 3 Km)	0,00 €
Zone 1B (3 à 10 Km)	2,48 €
Zone 2 (10 à 20 Km)	4,05 €
Zone 3 (20 à 30 Km)	4,97 €
Zone 4 (30 à 40 Km)	6,24 €
Zone 5 (40 à 50 Km)	7,78 €

Article 5

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant, d'une part, les entreprises occupant jusqu'à 10 salariés (visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et, d'autre part, les entreprises occupant plus de 10 salariés (non visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière d'indemnités de petits déplacements au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 6

Le présent accord sera déposé auprès de la direction générale du travail (DGT) conformément aux dispositions en vigueur, ainsi qu'auprès du secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes d'Orléans (siège de la CAPEB région centre-Val de Loire).

Article 7

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord auprès du ministre du travail.

Fait à Orléans, le 9 octobre 2020.

(Suivent les signatures.)